



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :

M. Olivier ILIOU

SG/DSI//STIC/SIRL

Téléphone : 01 69 08 92 11

olivier.iliou@cea.fr

**Mise en place d'une solution de gestion d'adresses IP
(IPAM) pour le STIC du centre CEA de Paris-Saclay**

Référence projet de marché n° **B25-01208-AB**

Affaire suivie commercialement par :

M Aguib BAH

Service des Marchés et Achats

Téléphone : 01.69.08.84.73

aguib.bah@cea.fr

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par Monsieur / Madame, en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

ci-après dénommée « le Titulaire »,

Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019



SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION.....	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	5
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	6
ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE	6
ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	7
ARTICLE 8 - QUALITE	9
ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES.....	9
ARTICLE 10 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE	10
ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS	11
ARTICLE 12 - REUNIONS	11
ARTICLE 13 - LIVRAISON (EN CAS DE FOURNITURE DES EQUIPEMENTS).....	12
ARTICLE 14 - MONTAGE, ESSAIS SUR SITE ET MISE EN SERVICE	13
ARTICLE 15 - FORMATION DU PERSONNEL CEA (OPTIONS : POSTE 3 ET 4).....	14
ARTICLE 16 - RECEPTIONS.....	14
ARTICLE 17 - GARANTIE	15
ARTICLE 18 - MAINTENANCE CORRECTIVE	16
ARTICLE 19 - MONTANT.....	18
ARTICLE 20 - CONDITIONS DE FACTURATION	19
ARTICLE 21 - CONDITIONS DE PAIEMENT	20
ARTICLE 22 - SOUS-TRAITANCE	21
ARTICLE 23 - PENALITES.....	21
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE	23

ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de la mise en place d'une solution de gestion d'adresses IP (IPAM) pour le STIC du centre CEA de Paris-Saclay.

1.2 Habilitations (en cas d'équipement physique)

Les prestations nécessitent que le Titulaire dispose notamment des habilitations techniques figurant dans les Spécifications Techniques (habilitations électriques) et les maintienne en vigueur pendant toute la durée du marché. Cette obligation constitue une condition requise au sens de l'article 39.4 des CGA.

1.3 Unité bénéficiaire

La réalisation de ces prestations sera effectuée pour le compte de la Direction des Systèmes d'Information (DSI), Service des Technologies de l'Information et de la Communication (STIC), Section Infrastructures et Réseaux Locaux (SIRL).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé B25-01208-AB, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges référencé CDC-Gestion des @IP locales-ed1.0 v4, DSI-STIC-2025-001 du 29/08/2025
 - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
 - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Saclay de septembre 2024,
 - le règlement intérieur du CEA/SAC,

- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée
datée du (à compléter par le soumissionnaire)

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION

3.1 Partie forfaitaire

Les prestations sont décrites dans les Spécifications Techniques du CEA référencées à l'article 2 supra.

Les prestations forfaitaires se décomposent en une part ferme et une part optionnelle définies comme suit :

3.1.1 Partie ferme

- **Poste 1** (Ferme) : fourniture et intégration de la solution de gestion d'adresses IP et du service DHCP dans le contexte CEA.
 - Fourniture et mise en place de la solution, incluant la licence applicative, (préciser la durée de disponibilité de la licence)
 - Configuration de la solution,
 - Import des données actuelles dans la solution,
 - Présentation/formation pour l'équipe en charge de la gestion de la solution mise en place,
 - Fourniture de la documentation mentionnée à la section 3,
 - Garantie de 12 mois minimum sur les équipements physiques mis en place, le cas échéant.
- **Poste 2** (Ferme) : maintenance corrective de la solution IPAM et du service DHCP pour une durée de 2 ans

3.1.2 Partie optionnelle

Partie optionnelle obligatoire

- **Poste 3** (Optionnel) : formation de 3 ou 4 personnes au sein du STIC du centre CEA Paris-Saclay. Ces personnes deviennent les référents métiers de la solution.
- **Poste 4** (Optionnel) : formation de 20 personnes, en 1 séance ou découpée en 2 séances de 10 personnes. Ces personnes sont toutes concernées par la solution.
- **Poste 5** (Optionnel) : maintenance corrective de la solution IPAM et du service DHCP pour une durée de 2 ans, comprenant le renouvellement de la licence si le modèle de licence applicative s'y prête.

Partie optionnelle facultative

- **Poste 6** (Optionnel) : renouvellement de la licence applicative, le cas échéant. Ce renouvellement est proposé pour une durée de 3 ans, si le modèle de licence applicative s'y prête.

3.1.3 Conditions de levées des options

- Les **postes 3 et 4** pourront être levés par le CEA à la signature du marché.
- Le **poste 5** pourra être levé un (1) mois précédant la fin du poste 2
- Le **poste 6** pourra être levée par le CEA par courrier adressé au Titulaire, au plus tard, dans un délai d'UN (1) mois précédant la fin de la validité de la licence.

Les options levées à la signature du marché feront partie intégrante de la part ferme de la prestation.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Obligation de résultat

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

4.1.2 Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste

notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire intègre les enjeux environnementaux pour les besoins de l'exécution du Marché. Il prend en compte la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et énergies, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions de GES (gaz à effet de serre), ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

Il s'engage, par ailleurs, à limiter au maximum l'impact environnemental dans le cadre des prestations demandées. Plus particulièrement, le Titulaire mettra tout en œuvre pour assurer une durabilité maximale des pièces de rechanges.

ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE

Le Titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

7.1 Conformité aux normes

L'Equipement devra être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France et notamment de sécurité électrique (électrification et chauffage). Elle présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Elle devra être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément de l'Equipement sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Seront également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs à l'Equipement.

7.2 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA

7.3 Connaissance des lieux et de l'environnement

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,
- qu'il a une parfaite connaissance des installations, qu'il en a apprécié les éventuelles contraintes ou nuisances ainsi que celles liées à l'environnement et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux prestations.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des prestations ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des prestations avec les tiers contractants du CEA et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution des prestations.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

7.4 Enlèvement des déchets

Pour évacuer les déchets conventionnels, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions mentionnées dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 visée à l'article 2 du marché.

7.5 Horaires

Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 sur le site de Saclay et de Nano Innov et de 7h30 à 20h, sur le site de Fontenay-aux-Roses, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- Mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8 h 30 à 17 h10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation.

7.6 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

ARTICLE 8 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001, ISO 14001 (dernières versions en vigueur).

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES

9.1 Livrables à remettre

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

9.2 Interventions lors de la garantie et de la maintenance

Chaque intervention du Titulaire sur l'Équipement, dans le cadre de la garantie, de la maintenance corrective donnera lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention, rappelant la prestation effectuée, les pièces remplacées ou qui seront à changer ultérieurement et précisant éventuellement les renseignements ou conseils techniques nécessaires à un bon fonctionnement de la prestation.

Ces rapports, établis par le Titulaire en deux (2) exemplaires, seront signés par le Titulaire et par le CEA.

Le Titulaire sera responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations à sa charge dans le cadre du présent marché. Toute prestation reconnue défectueuse sera reprise par le Titulaire dans les délais les plus brefs et à ses frais.

9.3 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 10 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE

10.1 Délais d'exécution

10.1.1 Prestations forfaitaires

T0 étant la date de signature par les Parties du présent marché, le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés ci-après :

Phase	
Réception équipements (physiques ou logiciels)	T0 + ... semaines (T1)
Installation et configuration de la solution IPAM et du service DHCP	T1 + ... semaines (T2)
Intégration de la solution IPAM et du service DHCP dans le contexte CEA (import des données)	T1 + ... semaines (T3)
VABF (Vérification d'Aptitude au Bon Fonctionnement)	T2 + 1 semaine (T4)
Formation	T4 + ... jours
Mise en service	T5
VSR (Vérification du Service Régulier)	T5 + 6 mois
Réception définitive	T6
Fin de la garantie (pour les équipements physiques et logiciel)	T6 + 12 mois (T7)
Maintenance	T7 + 24 mois (T8)
Option Maintenance	T8 + 24 mois (T9)

**ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS**

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	tél	mail
- Pour le CEA :			
Responsable du projet	M. ILIOU Olivier	07 50 63 03 37	olivier.iliou@cea.fr
- Pour le Titulaire			
Responsable technique	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx
Responsable Sécurité	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx

Les interlocuteurs du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 12 - REUNIONS**12.1 Dispositions générales**

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

12.2 Réunion de démarrage

Une réunion de démarrage sera effectuée, au plus tard deux semaines après la signature du marché.

12.3 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

12.4 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

ARTICLE 13 - LIVRAISON (EN CAS DE FOURNITURE DES EQUIPEMENTS)

13.1 Modalités de livraison

Les livraisons sont soumises à l'accord préalable et écrit du CEA.

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, l'emballage, l'assurance et le déchargement sur le site du CEA Saclay, bâtiment 627 (Réception Marchandise), Porte Nord, 91191 Gif-sur-Yvette, entre 7 heures 30 et 15 heures au plus tard, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété.

Chaque colis doit être accompagné d'un bon de livraison et d'un bon de transport, placés à l'extérieur du colis.

Le bon de livraison doit comporter, au minimum, les informations suivantes :

le nombre de colis

le n° de commande (**400XXXXXXXX**) et le destinataire final :

ILIOU Olivier / SG/DSI/STIC/SIRL

07 50 63 03 37

Bâtiment 474

Le bon de transport doit préciser le(s) n° de bon(s) de livraison (se rapportant à une commande unique) ainsi que le nombre de colis. Le cas échéant, afin de faciliter leur comptage, les colis sont filmés avec du film transparent (et non pas opaque).

Colis standard

Dimensions maximales suivantes :

- Longueur : 1 200 mm
- Largeur : 800 mm

- Hauteur : 1 600 mm
- Poids : 1 500 kg

Une palettisation au format EUROPAL doit être privilégiée. Un contrôle des marchandises est effectué et un protocole de chargement/déchargement est à compléter sur place. La distribution des colis du bâtiment 627 vers le destinataire final est effectuée par la Réception Marchandises.

Le contrôle des marchandises est réalisé via une machine RX. Le Titulaire devra informer le destinataire de la commande en cas d'incompatibilité.

Colis hors gabarit (ou dont le contenu est incompatible avec un contrôle aux rayons X) :

Pour les colis hors gabarit et les colis dont le contenu est incompatible avec un contrôle radioscopique, les livreurs doivent prendre rendez-vous au préalable avec le destinataire final et se présenter à l'accueil Porte Nord le jour de la livraison munis d'une pièce d'identité valide (une copie de la pièce d'identité ou un permis de conduire ne sont pas acceptés). La livraison est réalisée par le Titulaire, sous la responsabilité du destinataire final..

ARTICLE 14 - MONTAGE, ESSAIS SUR SITE ET MISE EN SERVICE

14.1 Montage et mise en service

Un plan de prévention qui sera établi sur site le jour de l'installation.

La livraison sera effectuée sur le site de Saclay, Bât 474, le montage et la mise en service de l'Equipement à la charge du Titulaire. La prestation de montage est régie par les dispositions de l'article 32.2 des CGA.

Avant le début de la prestation de montage sur site, le personnel du Titulaire devra se présenter auprès du Chef d'installation afin d'obtenir son autorisation de travail sur site.

En fin de prestation, le Titulaire procédera au nettoyage de l'emplacement de son chantier afin de le laisser dans un parfait état de propreté.

14.2 Essais sur site

Les essais sur site de l'Equipement seront effectués par le titulaire en présence d'un membre du personnel CEA conformément aux prescriptions définies notamment par les Spécifications Techniques citées à l'article 2 du présent marché, ainsi qu'aux dispositions de l'article 32.4 des CGA.

Ces essais seront réalisés par le Titulaire le jour de la mise en service de l'Equipement.

ARTICLE 15 - FORMATION DU PERSONNEL CEA (OPTIONS : POSTE 3 ET 4)

En cas de levée des options, le Titulaire assurera la formation du personnel CEA chargé d'utiliser la solution conformément aux dispositions prévues dans les Spécifications Techniques.

Le Titulaire s'engage à réaliser la ou les formations dans les délais mentionnées à l'article 10 du marché

Le Titulaire s'engage à fournir, lors de l'exécution des prestations de formation des utilisateurs, toute la documentation, rédigée de préférence en langue française, associée à ces prestations et notamment les supports individuels. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

ARTICLE 16 - RECEPTIONS

16.1 Réception des prestations forfaitaires

La réception définitive de la fourniture et l'intégration de la solution de gestion d'adresses IP et du service DHCP ne sera prononcée qu'après que le soumissionnaire titulaire du présent marché ait satisfait aux obligations suivantes :

- Avoir livré l'ensemble des fournitures (physiques ou virtuelles),
- Avoir installé, configuré et mis en service la solution IPAM et le service DHCP,
- Avoir réalisé la VABF et la VSR,
- Avoir remis l'ensemble de la documentation de la solution requise (citée précédemment) et dans la forme requise.
- Avoir remis un **dossier d'architecture technique** détaillant les principaux éléments de la solution mise en place, incluant notamment les caractéristiques des ressources techniques et le schéma de l'architecture déployée.
- Avoir réalisé la formation.

La réception des prestations de maintenance corrective sera prononcée à l'acceptation par le CEA des prestations et des livrables correspondants, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

16.2 Modalités de réception

La réception s'effectuera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

ARTICLE 17 - GARANTIE

17.1 Durée de la garantie

La garantie (pièces détachées, logiciels, main-d'œuvre et déplacements) d'une durée de DOUZE (12) mois minimum à compter de la date de réception, portera sur l'ensemble de l'Equipement, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de la garantie de l'Equipement sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels la solution n'aura pas pu être utilisée ou utilisée de manière incomplète par le CEA.

17.2 Périmètre de la garantie

La garantie portera sur l'ensemble des prestations, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera suivant les conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La garantie couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Spécifications Techniques. La garantie s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire.

17.3 Délais d'intervention pendant la garantie

On considèrera 2 niveaux de priorité :

- Niveau 1 : Dysfonctionnement critique générant une interruption de fonctionnement des systèmes informatiques hébergés.
- Niveau 2 : Dysfonctionnement majeur impactant la résilience de l'infrastructure mais sans interruption du fonctionnement des systèmes informatiques.

Les délais d'intervention seront les suivants :

Niveau	Garantie de Temps d'Intervention (GTI)	Délai de résolution (GTR)
1	T0 + 4 heures	T0 + 1 jour
2	T0 + 2 jours	T0 + 5 jours

17.4 Garantie sur les pièces et composants

Les pièces détachées et sous-ensembles fournis dans le cadre de la maintenance, en remplacement des pièces défectueuses, seront garantis 12 mois à compter de leur date de réception sur le site du CEA. Les dispositions relatives à la garantie figurent au chapitre 11 des CGA.

17.5 Connaissance de la solution

Le Titulaire s'engage à maintenir la connaissance de la solution et la disponibilité des pièces détachées correspondantes pendant une durée minimum de DIX (10) ans à compter de la date de réception de la solution, afin de pouvoir répondre de manière satisfaisante à d'éventuelles demandes d'entretien ou de réparation.

ARTICLE 18 - MAINTENANCE CORRECTIVE

18.1 Durée de la maintenance de l'Équipement

La maintenance (corrective) d'une durée de deux (2) ans ferme et deux (2) ans optionnels à compter de la date de réception, portera sur l'ensemble de la solution, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de la maintenance sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels la solution n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA.

18.2 Périmètre de la maintenance corrective

Le périmètre de la maintenance corrective est défini comme suit :

- Dans le cas de matériel physique :
 - Au fonctionnement des équipements physiques, avec intervention sur site,
 - Au fonctionnement de l'appliquatif installé sur les équipements physiques.

- Dans le cas de machines virtuelles :
 - Au fonctionnement de l'applicatif installé sur ces machines virtuelles.

La maintenance corrective couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Spécifications Techniques, dont le CEA pourra attester de la manifestation, et leurs corrections.

La maintenance corrective de la solution comprend autant que de besoin la main d'œuvre, les déplacements, les logiciels, les mises à jour des logiciels et une assistance téléphonique.

La maintenance corrective comprend :

- le diagnostic complet de la panne,
- l'échange ou la réparation des pièces détachées,
- la remise en conditions opérationnelles de l'Équipement suivant les spécifications initiales,
- la mise à jour des logiciels,

18.3 Délais d'exécution pendant la maintenance

On considèrera 2 niveaux de priorité :

- Niveau 1 : Dysfonctionnement critique générant une interruption de fonctionnement des systèmes informatiques hébergés.
- Niveau 2 : Dysfonctionnement majeur impactant la résilience de l'infrastructure mais sans interruption du fonctionnement des systèmes informatiques.

Les délais d'intervention seront les suivants :

Niveau	Garantie de Temps d'Intervention (GTI)	Délai de résolution (GTR)
1	T0 + 4 heures	T0 + 1 jour
2	T0 + 2 jours	T0 + 5 jours

Le T0 correspond au jour et à l'heure à laquelle le CEA Paris-Saclay a déclaré l'incident par mail et/ou téléphone.

Les délais de résolution ou d'intervention s'apprécient en heures et jours ouvrés (7h30-19h, 5j/7).

Dans le cadre du respect de la GTR (Garantie de Temps de Résolution), il appartient au titulaire de disposer du stock de pièces détachées ou matériels éventuellement nécessaires.

18.4 Modifications de l'Équipement par le Titulaire

La maintenance s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire.

18.5 Contrôle de l'exécution des prestations dans le cadre de la maintenance

Chaque intervention du Titulaire, dans le cadre de la maintenance, donnera lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention, rappelant la prestation effectuée, les pièces remplacées ou qui seront à échanger ultérieurement et précisant éventuellement les renseignements ou conseils techniques nécessaires à un fonctionnement optimal de l'Équipement.

Ces rapports, établis par le Titulaire en DEUX (2) exemplaires, seront signés par le Titulaire et par le CEA.

ARTICLE 19 - MONTANT

19.1 Montant total du marché

Le montant total des prestations est plafonné à la somme de [REDACTED] € HT ([REDACTED] EUROS HORS TAXES). **A compléter par le soumissionnaire**

Ce montant ne constitue pas un engagement de dépense pour le CEA. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires

Les prix fixés ci-dessus comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais d'établissement et de relecture, des documents nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

19.2 Montant de la partie forfaitaire

Le montant des prestations forfaitaires est fixé à la somme forfaitaire et ferme de [REDACTED] € HT ([REDACTED] EUROS HORS TAXES) en cas de levée de l'option.

Le montant se décompose comme suit :

- Poste 1 : Fourniture et intégration de la solution de gestion d'adresses IP et du service DHCP pour un montant de € HT à compléter par le soumissionnaire
- Poste 2 : Maintenance corrective de la solution IPAM et du service DHCP pour une durée de 2 ans pour un montant de € HT à compléter par le soumissionnaire
- Poste 3 (optionnel) : formation de 3 ou 4 personnes au sein du STIC du centre CEA Paris-Saclay pour un montant de € HT à compléter par le soumissionnaire
- Poste 4 (optionnel) : formation de 20 personnes, en 1 séance ou découpée en 2 séances de 10 personnes pour un montant de € HT à compléter par le soumissionnaire
- Poste 5 (optionnel) : maintenance corrective de la solution IPAM et du service DHCP pour une durée de 2 ans pour un montant de € HT à compléter par le soumissionnaire
- Poste 6 (optionnel) : renouvellement de la licence applicative pour une durée de 3 ans pour un montant de € HT à compléter par le soumissionnaire

19.3 Caractère des prix

Le montant des prestations est réputé être établi sur la base des conditions économiques du mois de xxx 2025 (mois de remise de l'offre finale).

Les montants visés ci-dessus ont un caractère non révisable.

ARTICLE 20 - CONDITIONS DE FACTURATION

20.1 Echancier de facturation du poste 1

Le montant des prestations forfaitaires sera facturé par le Titulaire conformément à l'échéancier suivant :

- 20% du montant HT du poste 1 lors de la réception provisoire du procès-verbal de livraison de l'équipement (physique ou logiciel).
- 20% du montant HT du poste 1 après signature du procès-verbal de réception provisoire de la phase VABF.
- 30% du montant HT du poste 1 lors de la réception provisoire du procès-verbal de recette VSR.
- 30% du montant HT du poste 1 ferme lors de la réception définitive (T6) sans réserve.

20.2 Echancier de facturation des options, poste 3 et 4

- 100 % du montant HT du poste 3 lors de la réception des supports de formations
- 100 % du montant HT du poste 4 lors de la réception des supports de formations

20.3 Echancier de facturation des options, poste 6

- 100% du montant HT du poste 6 lors de la réception du courrier de levée d'option

20.4 Echancier de facturation de la maintenance (Poste 2 et 5)

Les prestations de maintenance seront facturées annuellement à terme échu. Le montant facturé sera égal à la totalité du montant annuel mentionnée à l'article 19.2 du marché.

20.5 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison,....) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C,
- le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

20.6 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 21 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 22 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

ARTICLE 23 - PENALITES**23.1 Modalités d'application et plafond**

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché (tranche ferme, options affermies et prestations hors forfait engagées).

23.2 Pénalités pour retard d'exécution lors des phases à définir selon phases du calendrier

Si le titulaire ne réalise pas les prestations dans les délais prévus à l'article « Délais d'exécution » et dans le cahier des charges, celui-ci sera redevable d'une pénalité de **150 €** par jour calendaire de retard constaté à compter de la date contractuelle

23.3 Pénalités pour retard d'exécution lors des prestations de maintenance corrective

En cas de retard du Titulaire sur les délais d'intervention prévus à l'article 18.3 du présent marché, celui-ci sera passible d'une pénalité de 80 EUROS par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

Fait à Saclay,
en deux exemplaires originaux,
Pour le CEA,
Signature :

Pour le Titulaire,
Signature :



Date :

Date :



ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

- 1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,
- Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre (pour le site de Saclay) ou de son délégataire (pour le site de Fontenay-aux-Roses).

-

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Accès au Centre

3.1 Demande d'accès (*Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire*)

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Délivrance du badge d'accès

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'entrée du Centre CEA concerné au niveau de l'accueil des entreprises muni des pièces suivantes :

.Pour le personnel de l'Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

4. **Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire**

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux

installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,

- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.